

La question se pose des relations des intégrismes religieux avec l'idéologie de l'extrême droite. C'est une question difficile parce que le terme d'*intégrisme* est large, et les idées et courants d'extrême droite divers. C'est aussi un débat potentiellement piégé parce que surdéterminé par des positions idéologiques tranchées, dans un climat polémique qui tend à exclure toute nuance et à diviser le champ intellectuel en champs opposés. Enfin la notion de laïcité, convoquée dès qu'il est question des rapports du religieux et du politique, est souvent l'objet de confusions, alors qu'il s'agit d'un principe reposant sur la séparation des pouvoirs politiques et religieux: neutralité religieuse de l'Etat, neutralité politique des églises ou associations culturelles, telle que définie par la loi de 1905; la société et les citoyens qui la composent n'étant en rien contraints à la neutralité, pour ce qui est des opinions religieuses comme des autres. Néanmoins il est nécessaire de l'affronter compte tenu des risques encourus par la démocratie, autant à cause de la montée des populismes que par celle de certains courants religieux radicaux. J'ai donc réuni des documents qui montrent la collusion très réelle entre extrémisme religieux et extrême droite (la liste de ces ouvrages et documents figurera à la suite de cette présentation). Je me suis limitée aux deux plus importantes confessions présentes en France, le catholicisme et l'islam. *Il ne s'agit en aucun cas d'assimiler l'ensemble des croyants et des institutions représentatives de ces confessions à des courants extrêmes.* Mais en leur sein, comme dans le reste de la société, la montée de tels courants est manifeste, et ce d'autant plus qu'ils sont portés par des puissances financières intéressées à leur succès. En effet, les liens de ces courants religieux avec l'économie de marché sont importants, tant au plan théorique en ce qui concerne le néolibéralisme qu'au plan des subsides conséquents dont ils bénéficient.

1°) Grégor Puppinck, juriste et lobbyiste à Bruxelles

Au moment des grandes manifestations en Pologne contre le durcissement de la loi contre l'avortement, les eurodéputées polonaises ont parlé d'un puissant lobby catholique conservateur auprès de Bruxelles. C'est à prendre au sérieux, il ne s'agit pas d'une rumeur, comme en témoigne le documentaire d'Alexandra Jousset et d'Andrea Rawlins-Gaston "Avortement, les croisés contre-attaquent", diffusé sur **Arte** le 6 mars dans l'émission "**Théma**"; on y voit en effet le juriste **Grégor Puppinck**, responsable du *Centre Européen pour la Loi et la Justice* (CELJ), un organisme qui a son siège aux USA, ainsi que des bureaux en Russie et dans divers pays d'Europe, et reçoit des dons en dollars. Ce juriste a fondé par ailleurs une ONG destinée à promouvoir la réévangélisation de l'Europe, conformément au vœu de Benoît XVI, et à éradiquer le terme de laïcité, au motif que c'est une croyance parmi d'autres. Après des années de lobbying, il est aujourd'hui juriste consultant dans les instances européennes. Il a publié en 2013 dans *Liberté politique* (n° 61) un article intitulé "**Les Droits de l'Homme, nouvelle religion d'Etat**". Cette revue, comme le site éponyme, se consacre à la diffusion des idées du catholicisme conservateur.

2°) Intégristes et "tradis"

Il faut préciser à cet égard la différence entre ce qu'on appelle le plus souvent "intégristes" et "cathos tradis", abréviation de *traditionnalistes*, ou encore "catholiques intransigeants". L'emploi indifférencié de ces termes ne permet pas de distinguer des tendances pourtant différentes. Les intégristes ont refusé le Concile Vatican II et la libéralisation qui s'en est suivie dans la perspective d'une adaptation à la modernité, au nom de la préservation de l'intégrité de la doctrine, et ce dès les années 60. Certains d'entre eux ont suivi Mgr Lefèvre et rejoint sa **Fraternité St Pie X (FSS Pie X)**, quand Jean-Paul II l'a **excommunié** (il s'agit donc d'un groupe schismatique). Ce n'est pas le cas de tous, d'autres ayant à cœur de rester à l'intérieur de l'Eglise tout en contestant l'autorité du magistère issu du Concile. Mais tous se situent dans la mouvance traditionnelle de l'extrême droite historique, maurassienne et pétainiste; c'est en particulier le cas de **Jean Madiran**, récemment décédé, ancien secrétaire de Maurras et fondateur du quotidien "**Présent**". Le pontificat de **Jean-Paul II** va profondément changer l'orientation politique du Vatican, sans rompre cependant avec ses prédécesseurs, ni remettre officiellement en question l'héritage de Vatican II. Ce concile n'ayant pas

entraîné de retour des populations européennes à la pratique religieuse comme espéré, mais au contraire accéléré leur désaffection, l'accent est mis désormais sur un retour aux fondamentaux. Avec Benoît XVI, la mission primordiale de l'Eglise redevient l'évangélisation, bien représentée par les **mouvements charismatiques** introduits dans le catholicisme par Jean-Paul II, à l'**imitation du pentecôtisme protestant**. L'orientation impulsée par ces deux papes permet à beaucoup de catholiques conservateurs de se retrouver en phase avec le magistère, sans assumer l'image d'un conservatisme compromis avec l'extrême droite. Il attire aussi d'ex "intégristes" rassurés par ce retour aux traditions. On désigne parfois comme "intransigeants" ces conservateurs, d'autres fois comme "**tradis**", et c'est la désignation que j'emploie.

3°) **Modernité vs conservatisme**

C'est pourquoi une (faible) majorité de catholiques a pu se radicaliser politiquement, en France notamment, en particulier sur les questions sociétales, comme on l'a vu avec la "Manif pour tous". Nous verrons dans ce qui suit comment ces traditionalistes ne sont pas éloignés de l'héritage de l'extrême droite classique dont ils assument de larges aspects, tout en tentant d'effacer son caractère extrême et sa violence, et en se démarquant nettement de son passé de "Révolution Nationale" (fascisante). Ainsi des manifestantes "Provie" se disent féministes, et appartiennent pour certaines à des associations dites telles comme les "Antigones". Autrement dit, *ce qui distingue "intégristes" et "tradis", c'est la modernité teintée de modération des seconds, contre la fidélité au passé extrémiste des premiers*. Ces derniers sont de moins en moins légitimes, en particulier du fait de leur violence, de leur racisme et leur antisémitisme désormais contre productifs face à l'opinion publique, et plus généralement de leur xénophobie affichée, contraire à la doctrine catholique officielle; mais ils n'en sont pas moins présents. Il y a bien entendu des tensions au sein de cette mouvance, quand un tradi énonce explicitement qu'on doit lutter contre l'hérésie protestante et tenter de convertir les réformés par charité, ou quand Marion Mareschal Le Pen dénonce la Conférence des évêques comme "à côté de la plaque" pour s'être prononcée en faveur des migrants (mais elle précise que le pape, lui, est "dans son rôle").

4°) **La mobilisation contre la notion de *genre* révèle des présupposés d'extrême droite**

Ces courants traditionalistes sont particulièrement présents dans certains pays d'Europe plus qu'ailleurs, mais de façon diversifiée: il existe en effet des traditions nationales héritées de l'Histoire, le franquisme en Espagne, par exemple, et chez nous la tradition maurrassienne et barrésienne. On a remarqué que la loi ouvrant le droit au mariage aux personnes de même sexe n'a pas causé en Belgique la mobilisation qu'on a connue en France, alors que les catholiques y sont proportionnellement plus nombreux. La "Manif pour tous", si elle n'a pas empêché le vote de la loi Taubira, a débouché sur une campagne contre la notion de *genre*, étayée comme on s'en souvient, sur de fausses rumeurs concernant des enseignants accusés de manipuler les enfants en vue de leur inculquer l'indifférenciation des sexes. Ces accusations quelque peu grotesques semblent propres à délégitimer une campagne dont on aurait tort cependant d'ignorer l'origine. Le Vatican ayant explicitement condamné cette notion, un **colloque** s'est tenu en **octobre 2011**, organisé dans le **diocèse de Toulon**, par l'**Observatoire Sociopolitique**, une institution créée à l'initiative de l'évêque Mgr Rey, lui-même issu du mouvement charismatique "L'Emmanuel". Les *Actes* témoignent de la doctrine qui inspire ces militants. J'ai réuni des passages des interventions de **Marguerite Peeters** et **Mélanie Douchy-Oudot**, respectivement enseignante à la faculté pontificale *Urbaniana* et professeur de droit à Toulon, ainsi que membre de **l'Opus Dei**. Elles exposent très explicitement l'opposition de ce catholicisme conservateur aux idées issues des Lumières, conformément aux doctrines développées depuis la Révolution Française par ce que Zeev Sternhell a appelé les "anti Lumières". Au delà de l'égalité hommes/femmes et de celle des diverses orientations sexuelles, *c'est plus profondément le concept politique d'égalité citoyenne qui doit être combattu*. Il repose en effet sur le concept rationaliste du *sujet de droit* qu'elles opposent à celui de *personne* de la philosophie du **Droit Naturel et Chrétien** (ce dernier adjectif souvent omis dans les manifs), qui depuis Vatican II ne passait plus pour la doctrine officielle de l'Eglise.

5°) La philosophie des conservateurs catholiques

Il s'agit de la philosophie **néo-thomiste** élaborée à la fin du XIX^{ème} siècle à partir de celle de Thomas d'Aquin, sous l'impulsion du pape Léon XIII, pour répondre au rationalisme antireligieux par des théories inspirées d'Aristote; cette doctrine devenue officielle dans le catholicisme sous-tend la **doctrine sociale de l'Eglise**, exprimée dans les encycliques de Léon XIII, et qui condamne à la fois le capitalisme prédateur et le mouvement ouvrier, en particulier marxiste. C'est bien un mouvement "moderne", même s'il s'oppose à la modernité politique et sociale, car, dans l'encyclique *Rerum novarum* (1891) en particulier, ce pape admet une relative adaptation des catholiques à la société moderne, notamment au régime républicain. Mais il confirme partiellement dans l'encyclique *Libertas praestantissimus* (1888, sur les erreurs du libéralisme) la condamnation de la liberté de conscience énoncée par Grégoire XVI (dans *Mirari vos* en 1832) et confirmée par Pie IX en 1864, dans l'encyclique *Quanta cura* et le *Syllabus*, qui fait la liste des erreurs de la modernité. Enfin Pie X excommunie au début du XX^{ème} siècle le *Modernisme*, un courant catholique renouvelant notamment la lecture de la Bible en fonction des apports de l'exégèse historico-critique (cette approche scientifique des textes est validée par une encyclique de Pie XII en 1952). Ces textes pontificaux, qui sont rarement cités dans l'Eglise aujourd'hui, restent la référence des intégristes.

6°) Une droite extrême très moderniste

Jean-Paul II, s'il a pris des initiatives en faveur de la tolérance et du progrès social au début de son règne, notamment sur les autres religions, et dans son encyclique sur le travail humain (*Laborem exercens*, 1981) a ensuite impulsé une tendance nettement conservatrice. Il a fait béatifier puis canoniser le fondateur de l'Opus Dei, **José Escriva** dit de Balaguer (son village natal) qui a soutenu non seulement le franquisme, mais aussi la dictature de Pinochet en justifiant la torture et les exécutions sommaires ("ce sang était nécessaire" aurait-il déclaré). Cela fait écho aux propos de **Jean Madiran** dans sa revue *Itinéraire* qui, dans les années 70, justifiait la torture pour lutter contre le communisme. Rappelons que dans le contexte de la guerre froide, le Chili a été le laboratoire et la vitrine du néolibéralisme de l'Ecole de Chicago, dont les "chicago boys" appliquaient les enseignements de Friedrich Hayek et Milton Friedman. (L'Argentine de la junte dirigée par le général Videla s'inspirait, elle, des principes de la *Cité Catholique*, fondée par le père **Oussay**, aumonier de l'OAS, et disciple de **Maurras**, plus ouvertement réactionnaire que l'Opus Dei, et surtout moins au fait de l'économie de marché que cette dernière, de culture tout à fait technocratique, a défendue et appliquée). Les catholiques les plus conservateurs, pour être relativement peu nombreux, puisqu'ils représentent environ la moitié des pratiquants, eux-mêmes n'excédant pas 4 à 5% de la population française, n'en sont pas pour autant marginaux, car ils appartiennent aux classes dominantes, et l'on a vu la logistique qu'ils pouvaient mobiliser dans nos rues en 2013/14. *L'image caricaturale qu'en donnent Civitas et la FSS Pie X permet au contraire de banaliser les conservateurs les plus efficaces*. Des tribunes parues dans *L'Express* du 21 mars dernier en témoignent: répondant à l'article d'**Henri Tincq**, l'ancien chroniqueur religieux du *Monde*, lui-même catholique, qui s'alarme des dérives extrêmes droitières de nombre de ses corrégionnaires, la philosophe **Chantal Delsol** réduit ce phénomène à un fait anecdotique; elle plaisante à l'idée d'être elle-même censurée par des adeptes de cette tendance. Or c'est une *figure éminente du catholicisme "tradi"*: membre de l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres, épouse de **Charles Millon**, elle préconise l'union des droites, en particulier avec le FN. Il s'agit bien d'une euphémisation de l'extrémisme catholique.

7°) Pénétration des thèses les plus droitières dans la vie intellectuelle légitime

Des intellectuels reconnus, chercheurs ou essayistes influents, s'emploient à diffuser la pensée catholique traditionaliste dans l'édition et les médias. Ainsi de l'historien **François Huguenin**, spécialiste de **Maurras** dont il a fait une biographie et dont il cherche à réhabiliter la pensée non sans la délester de sa violence qu'il condamne. Il est l'auteur par ailleurs d'un ouvrage publié aux presses du CNRS sur les philosophes et théologiens anglosaxons antilibéraux. Il a publié

dernièrement un livre sur les grandes figures du catholicisme français qui le fait connaître au grand public (sans que ce soit clairement énoncé, ce thème s'inscrit dans le plaidoyer pour les "racines chrétiennes" de la France). Des philosophes attaquent la pensée des Lumières, comme **Rémi Brague**, professeur de philosophie grecque, latine et arabe antique et médiévale, qui fait des valeurs humanistes une simple sécularisation de la pensée chrétienne, niant leur caractère novateur, dans son livre *Modérément moderne*. C'est aussi **Jean-François Colosimo**, théologien orthodoxe, et directeur éditorial aux éditions du Cerf; selon la *vulgate droitière* à laquelle cet érudit confère une légitimité renouvelée, *la Shoa et le Goulag découlent directement de la critique des philosophes* du XVIIIème siècle et de la Révolution Française. On retrouve ici paradoxalement une vision linéaire de l'Histoire, analogue à celle de la vulgate marxiste (où les contradictions doivent toutes se résoudre dans le processus dialectique). On pourrait souscrire à une critique nuancée des Lumières françaises, qui ont parfois fait l'objet d'une sorte d'hagiographie, et surtout de la doxa réductrice qu'on en a tirée pour légitimer un laïcisme étriqué. De même la vision *obscurantiste* du Moyen-Age ne résiste pas devant les acquis de l'histoire (on parle aujourd'hui de *révolution industrielle* au XIIème siècle, et une voûte gothique suffit à montrer l'existence d'ingénieurs et d'ouvriers solides, donc bien nourris); la maintenir fait le jeu des détracteurs des Lumières qui fondent sur les travaux que j'évoque une machine de guerre contre l'émancipation individuelle à l'égard du pouvoir religieux, légitimement défendue par les penseurs du XVIIIème siècle.

Ces essayistes reprennent en les développant les **critiques formulées par Jean-Paul II contre la modernité**. Un professeur de philosophie, **Thibaud Collin** (qui en 2017 a déclaré sa préférence pour M. Le Pen), les a résumées dans *Le Monde* en 2014: le fondement des droits de l'Homme selon ce pape est que "*l'homme se reçoit de Dieu, et qu'il n'est donc pas la mesure de ses droits, il en est le dépositaire*". C'est bien une philosophie maintenant la *dépendance* humaine à la transcendance divine qui fonde leur engagement politique. Un autre enseignant de philosophie, membre du parti LR, **François-Xavier Bellamy**, fait du rationalisme cartésien un fondement du relativisme et du scepticisme contemporains, réduisant la conscience rationnelle à une réalité subjective au sens purement individuel.

8°) Comment l'islam le plus réactionnaire s'est imposé: le salafisme wahhabite

Comme les intégristes catholiques, les responsables musulmans les plus conservateurs s'opposent aux principes de la modernité, fondés sur la reconnaissance de la liberté du sujet rationnel qu'est potentiellement tout être humain, ainsi qu'aux Droits de l'Homme qui en découlent. Comme les fondamentalistes protestants, surtout présents dans les pays anglosaxons, ils défendent la lecture littéraliste des textes sacrés, et leur stricte application. Cela les amène à s'opposer radicalement à la philosophie des Droits de l'Homme, comme le **discours du représentant iranien à l'ONU en 1984** en témoigne. Outre le clergé dirigeant la République islamique d'Iran, les deux mouvances les plus connues sont le **salafisme** et l'islam politique des Frères Musulmans. Dans les deux cas il s'agit non d'un mouvement unifié, mais de nébuleuses; néanmoins leurs divers courants ont tous bénéficié, ou quasiment, du financement des pétrodollars, de l'Arabie Saoudite en particulier. Par la **Ligue Islamique Mondiale** qu'elle a créée et qu'elle contrôle, celle-ci a diffusé dans le monde entier sa doctrine salafiste. Ce terme renvoie aux *salafs*, les "purs", Muhammad et ses compagnons, qu'on doit prendre pour modèle. Cette doctrine se fonde sur l'enseignement d'**Abd El Wahhab**, un prédicateur qui a conclu un pacte d'alliance avec la tribu des Saoud au XVIIIème siècle. Depuis la découverte du pétrole dans ce pays, la puissance de la famille régnante sert le prosélitisme des oulémas. Ces derniers professent à son égard une fidélité sans faille et interdisent toute opposition politique; ce qui fonde l'apolitisme officiel de la salafiya saoudienne, qui s'étend au delà de la Péninsule, dans les diasporas qu'elle a endoctrinées. Cependant sa prédication a des implications politiques dans le mesure où elle vise à influencer sur les comportements sociaux.

9°) L'islam politique des Frères Musulmans

Il n'en va pas de même du courant frériste, qui préconise explicitement l'engagement politique; c'est pourquoi en toute rigueur, c'est à lui que convient le terme *d'islamisme*, qui désigne

stricto sensu l'islam politique. Issu du mouvement réformateur de la **Nahda**, la Renaissance arabe que connaît l'islam à la fin du XIX^{ème} siècle, il est à la fois moderne et conservateur, et c'est toute l'ambiguïté de ce que l'on nomme la *Réforme* en islam. S'il s'agissait pour certains intellectuels, comme Mohamed Abduh, professeur à la faculté Al Azhar du Caire au début du XX^{ème} siècle, de penser une véritable convergence avec la modernité, c'est au contraire la résistance à celle-ci qui s'est rapidement imposée, notamment chez Rachid Rida (alors que les deux auteurs sont souvent assimilés dans les propos de prédicateurs dits "modérés" qui semblent défendre l'esprit réformateur en entretenant la confusion). La *résistance à la domination coloniale entraîne le rejet des valeurs occidentales*, et c'est toujours le problème des Frères Musulmans. Il s'agit au départ d'une **confrérie** fondée en 1928 par un instituteur égyptien, **Hassan El Banna**, après la chute de l'Empire Ottoman, vécue comme une catastrophe due à la décadence de l'islam face aux puissances occidentales. La restauration d'une authenticité islamique doit être à la fois religieuse et sociale, et la confrérie s'emploie à créer des institutions sociales et éducatives palliant l'Etat social inexistant. D'abord alliés à Nasser qui les instrumentalise pour asseoir son pouvoir, *les Frères connaissent ensuite la persécution, et cela se reproduit sous Sadate et Al Sissi*. Le supplice de l'islamiste révolutionnaire **Sayyid Qotb**, pendu en 1966 en a fait un martyr. Son oeuvre a inspiré Khomeiny et DAECH.

10°) L'indistinction entre religion, vie sociale et politique

L'islam, comme le judaïsme orthodoxe, est à l'origine, non seulement une foi, mais une *orthopraxie*, ce que le christianisme a en partie cessé d'être sous l'influence de la Réforme qui privilégie l'intériorité sur la pratique qu'elle fonde. Dans les sociétés traditionnelles, la religion structure tous les aspects de la vie, et c'est ce que les salafistes, et les Frères à un moindre degré, veulent restaurer, comme société authentiquement musulmane. Cela implique *la fusion du religieux, du social et du politique*, conformément au modèle califal, largement idéalisé. L'*essentiel du conflit* qui les oppose *aux valeurs occidentales* tient à la *séparation du politique et du religieux* des sociétés sécularisées, caractérisées non seulement par les lois laïques, mais aussi par la conception chrétienne de la foi vécue essentiellement comme intériorité subjective et relation personnelle au divin. D'où la haine des chrétiens explicite dans la propagande salafiste, à côté de celle des juifs que motive la question palestinienne.

11°) Contre l'égalité des sexes, et pour la mise à mort des homosexuels

Mais c'est aussi la notion d'égalité qui est combattue, en particulier entre les sexes, et la fonction du voile dans la **propagande saoudienne** publiée à destination de la diaspora, est liée à la *séparation nécessaire, non seulement d'avec les hommes, mais d'avec les femmes "impies"*, comme en témoignent les **fascicules** que je me suis procurée, manifestement **destinés**, vu leur prix (1 ou 2 euros) et leur style, **aux femmes les plus démunies**. Il s'agit bien d'une *tentative de séparer les musulmanes des autres*, en particulier des autres femmes.

L'historienne tunisienne **Sophie Bessis** montre que *l'hostilité à l'Occident porte en grande partie sur les moeurs* : "[...] Contre l'Occident, outre les contentieux géopolitiques [...], la césure s'effectue sur le terrain de la morale et des moeurs – c'est-à-dire, en dernière instance, sur la question de la place des femmes dans la société. Car le glissement de la culture à l'identité, de l'identité à la religion et de cette dernière au répertoire moral sert aussi, dans les sociétés concernées, à sacrifier l'inégalité sexuelle." Et elle précise "Ce registre est loin d'être spécifique à l'aire musulmane [...]". En effet, on trouve sous la plume de M. Peeters, citée *supra*, une défense de la *complémentarité des sexes* contre leur égalité, analogue à celle défendue par le parti frériste tunisien Ennahda, dont le dirigeant n'hésitait d'ailleurs pas à affirmer, lors même qu'il préconisait la laïcité pour son pays, que la séparation ne devait pas concerner le droit des femmes par fidélité à la tradition. On sait par ailleurs que le Vatican s'est allié en 1995 aux pays musulmans les plus réactionnaires, l'Arabie saoudite en particulier, pour empêcher l'ONU de statuer sur le droit des femmes à la maîtrise de leur corps.

Les Frères ne sont pas en reste, même s'ils admettent plus aisément, en cas de nécessité familiale, le travail des femmes à l'extérieur de la maison. Elle peuvent donc sortir, dûment voilées

de sombre et couvertes de vêtements très amples, et se mêler aux hommes; c'est très clairement l'enseignement du prédicateur égyptien réfugié au Qatar **Al Qaradawi**, ancien président du Conseil européen de la *fatwa*. Dans *Le licite et l'illicite en islam*, il défend la polygamie, les châtiments corporels et la mise à mort des homosexuels. Ce prédicateur, invité à plusieurs reprises par l'UOIF, a été interdit de séjour en France par Pasqua, qui aurait voulu aussi interdire son livre, lequel est toujours disponible sur les sites et dans les librairies musulmanes. Depuis les attentats de 2015/16, on ne peut plus le commander en librairie où il est réputé "manquant". Le responsable du magasin "Icra" de la rue J.P. Timbaud à Paris m'a assuré qu'il disposait de stocks importants.

Mais les propos qu'on y lit peuvent difficilement convaincre des jeunes musulmans occidentaux éduqués, qui sont de plus en plus nombreux à fréquenter l'université. A leur intention sont publiés des ouvrages dont *l'argumentation est beaucoup plus sophistiquée, étayée, non seulement sur les classiques de l'islam, mais aussi sur des études de sciences humaines*. On trouve ici une ambivalence analogue à celle repérée chez les "tradis" catholiques: modernité dans la présentations d'arguments étayés sur des savoirs élaborés et pensée radicalement anti moderne.

12°) La doctrine la plus explicitement anti démocratique, anti égalitaire et anti laïque

Un auteur excèle ainsi à soutenir très explicitement un rejet absolu de l'égalité considérée contraire à la réalité: la démocratie est donc mensongère, puisqu'elle présuppose l'égalité des citoyens. Bien pire, le "pouvoir du peuple" qu'elle défend s'oppose à celui de Dieu. Quant à la laïcité, elle est dénoncée comme hérésie musulmane. Il la rattache aux efforts du souverain du IXème siècle Al Mahmoud, protecteur des *mutazzilites*, des penseurs religieux rationalistes adeptes de la séparation des domaines religieux et profane. C'est **Aïssam Aït Yahya**, un franco marocain diplômé d'histoire et d'économie. L'auteur connu sous ce pseudonyme connaît un succès certain tant sur le net que par ses livres. Il pose rhétoriquement et sans y répondre la question: *peut-on être antidémocrate dans un régime démocratique?* Les nombreuses rééditions de ses livres le font pour lui. Bien que résolument hostile à la salafiya saoudienne, trop inféodée au pouvoir politique profane, il défend une forme de salafisme en ce qu'il soutient les mêmes principes: c'est explicitement l'indistinction entre religion et civilisation, et ses références théologiques sont pour beaucoup d'entre elles celles de la salafiya. Il jouit d'une reconnaissance assurée auprès de jeunes musulmans instruits et hostiles aux autorités institutionnelles, que ses références théoriques peuvent convaincre. Il développe en outre sur certains sites de tendance anarchiste des arguments destinés à dissuader les jeunes musulmans de participer à la vie démocratique par le vote (il s'oppose en cela à T. Ramadan qui leur recommande de s'engager). Pour lui, tout pouvoir politique est illégitime, car Dieu seul est maître, et toute organisation sociale et sociétale doit dépendre entièrement de la religion. Cette posture le différencie à la fois de la propagande salafiste la plus répandue et de la prédication frériste. Sa doctrine en est pourtant proche.

13°) La haine du christianisme justifiée par son origine foncièrement sécularisante, donc antireligieuse

Son opposition au christianisme concerne moins la doctrine religieuse que l'idée qu'il reprend sans distance à Marcel Gauchet de *la religion de la sortie de la religion*. Le christianisme assure en effet pour lui dès l'origine la sécularisation de la société, et la laïcité est la caractéristique essentielle de la foi chrétienne, en ce qu'elle réalise entièrement le programme de séparation inscrit dans les paroles de son fondateur, donner à César et à Dieu ce qui leur revient respectivement. Il en voit l'affirmation dans les propos de Saint Paul défendant la supériorité de la foi sur les actes, et dans son combat contre la pratique juive traditionnelle des premiers disciples de Jésus vivant en Palestine. C'est effectivement le refus de l'interdit de la consommation des viandes des sacrifices païens qui semble avoir acté la séparation entre les communautés juives et chrétiennes. Pour l'auteur, elle a entraîné la constitution d'une foi plus spirituelle que communautaire. Mais cette dimension n'apparaît vraiment qu'avec la Réforme, et l'histoire de l'Eglise catholique dément cette vision, car elle défend les actes et la pratique confessionnelle autant que la foi. Et surtout, cette référence à la théorie de M. Gauchet fait *l'impasse sur l'essentiel de l'analyse: c'est le créationnisme*

biblique, en séparant radicalement le divin du monde créé, qui met fin à la sacralisation de la nature propre aux paganismes et aux croyances traditionnelles; et cela entraîne la séparation du religieux et du profane; or cette doctrine est la même dans le Coran! Les références savantes d'Aït Yahya sont donc à même d'éblouir un lecteur rapide, peu informé et ignorant les textes cités; c'est le propre de ce qu'on appelle *méconnaissance*, aveuglée sur sa propre ignorance. L'islamophobie ne procède pas autrement, en assimilant la foi musulmane aux visées politico-religieuses des islamistes. La méconnaissance régnant aujourd'hui sur les faits religieux permet tous les amalgames. En l'occurrence, Aït Yahya le fait entre le christianisme et la laïcité.

14°) Des références théoriques d'extrême droite

Il était son rejet de la démocratie et de l'égalité sur des auteurs d'extrême droite sans les situer politiquement: **Pierre Gaxotte**, l'historien vichyste de la Révolution Française, **Alain de Benoist**, cofondateur du GRECE, pour sa critique du progressisme, et **Alexis Carrel**, dont il refuse l'eugénisme, mais dont il reprend la justification biologique de l'inégalité (d'après Makram Abbès, Sayyid Qotb a également beaucoup cité cet auteur). Ces références cautionnent sa critique de la démocratie et des *Droits de l'Homme identifiés à un instrument de domination idéologique républicaine*. Peu de lecteurs peuvent identifier la nature de ces sources et leur origine.

15°) Proximité de l'islamisme et du fascisme

La proximité idéologique de certains courants islamistes avec l'extrême droite européenne n'est pas un fait nouveau. On a pu lire en ligne qu'*Hitler était un envoyé de Dieu pour châtier les juifs qui ont toujours voulu dominer le monde*, déclaration d'Al Qaradawi. L'essayiste germano-égyptien **Abdel Samad** cite dans son livre sur le *Fascisme islamique* le panégérique prononcé par Hassan El Banna lors des funérailles du grand **muphti de Jérusalem Al Husseini**. Or celui-ci avait été **nommé grand arien d'honneur à Berlin par Hitler lui-même**, et il souhaitait la création d'un Etat analogue au Reich pour *achever en Palestine l'extermination des juifs*. La question politique du droit des palestiniens ne peut évidemment pas excuser de telles alliances et un tel projet génocidaire. Abdel Hamad est certes un auteur controversé, et à juste titre pour les conférences qu'il a données dans des meetings de l'AFD, l'extrême droite allemande, et pour l'amalgame qu'il a fini par faire entre islam et islamisme. Son passé en Egypte où il dit avoir subi la pression religieuse des Frères, s'il peut expliquer cette attitude, ne l'excuse pas. Mais *personne ne conteste l'authenticité des discours qu'il cite en les traduisant*. En outre la compromission d'Al Husseini avec le nazisme est bien connue. Le soutien du fondateur de la confrérie des Frères Musulmans l'est moins. A propos de l'amalgame entre islam et islamisme, il convient de reconnaître que la place prise par les islamistes dans les sociétés musulmanes l'induit, comme la prégnance de la propagande salafiste.

16°) Un enseignant d'un établissement sous contrat combat la démocratie

Le militantisme antidémocratique au fondement religieux ne se limite pas à l'islamisme avéré. **Sofiane Meziani**, professeur d'éthique et d'histoire de la civilisation musulmane au lycée Averroès de Lille, préconise, dans son *Petit manifeste contre la démocratie*, un retour aux valeurs religieuses fondamentales, musulmanes et chrétiennes, pour l'ensemble de ses concitoyens. Déplorant ce que Lipovetsky a appelé *l'ère du vide*, souvent critiqué par les papes et les responsables chrétiens comme "matérialisme" et "individualisme" au sens d'égoïsme, il défend une métaphysique totalement spiritualiste comme fondement, non seulement de l'éthique, mais de l'ensemble des savoirs et des principes gouvernant la société. Il va jusqu'à prôner le retour à la cosmologie pré-galiléenne, celle de la philosophie médiévale, permettant la continuité de la pensée religieuse et scientifique. Cette vision du cosmos fondait en effet une symbolique très belle et riche poétiquement. Mais la modernité, qui se fonde sur ce que Pascal a formulé comme distinction de l'ordre de la foi et de la rationalité scientifique, si elle a chassé l'homme du centre de l'univers, n'exclut pas d'autres formes de spiritualité, et encore moins l'art et la poésie. (Des universitaires algériens et tunisiens déplorent l'attitude de certains de leurs étudiants cherchant à trouver toutes les vérités, y compris scientifiques, dans le texte sacré, ce qui empêche la formation d'une véritable

pensée scientifique. C'est le cas de Faouzia Charfi, professeur de physique à l'université de Tunis, qui n'en est pas moins musulmane.)

Cette position philosophique s'accompagne d'une critique radicale de la notion d'égalité, dans une perspective analogue à celle de la *République* de Platon, où le pouvoir doit être occupé par le philosophe, seul capable d'accéder aux vérités ultimes, le philosophe étant ici religieux, voire mystique. Cette doctrine est très proche du néothomisme des catholiques traditionalistes et intégristes évoqués plus haut. Aussi peut-on envisager, même si elle n'est pas encore d'actualité, une alliance entre certains musulmans et des catholiques conservateurs (on sait que beaucoup de familles musulmanes choisissent une école catholique par méfiance à l'égard de la laïcité, ce qui n'implique pas que ces écoles y soient hostiles). Si l'on peut souscrire à sa critique de la société néolibérale et consumériste, cela n'implique nullement la posture théologico-politique qu'il défend, avec bien d'autres religieux pas seulement musulmans. Des psychologues et des sociologues ont montré que la radicalisation religieuse répond souvent à une recherche de sens, et la formule marxienne de *l'opium du peuple* est mal citée quand elle se limite à cette expression: Marx dit aussi que la religion est "le soupir de la créature accablée par le malheur, l'âme du monde sans coeur, de même qu'elle est l'esprit d'un époque sans esprit". Le psychanalyste Roland Gori en a fait le titre d'un livre où il évoque la motivation des terroristes religieux. Ces constats peuvent être utilisés pour justifier des politiques de limitation des libertés et de négation de l'égalité.

L'argumentaire de Meziani contre la démocratie n'implique de sa part aucun projet de république islamique, et il renvoie l'islamisme à ses origines anticoloniales qui ne sont plus exactement d'actualité. Son utopie politique n'en est pas moins réactionnaire, au sens strict du terme, car elle relève d'un retour à l'origine supposée d'une société harmonieuse, musulmane et/ou chrétienne, inscrite dans une harmonie cosmique et symbolique dont l'humanité était le garant spirituel (il met les problèmes environnementaux au compte de la perte de la dimension religieuse de la nature vécue comme Création). Il convient donc de prendre en compte la spécificité des positionnements des divers partenaires, et d'éviter les amalgames manichéens. Mais ces nuances n'impliquent pas un danger moindre dans des postures apparemment intégratrices (comme cela semble être le cas ici puisque l'auteur n'oppose pas l'islam à l'Occident chrétien).

Enfin, quand on combat, et il faut le faire, les réflexes identitaires et les théories identitaristes, il ne faut pas omettre d'interroger ce qui les fonde. On parle à tort d'une *absence de repères* dans la société dite *postmoderne*, alors que c'est au contraire la diversité des systèmes de repères propres aux différentes cultures, entraînant le brouillage des normes, qui inquiète nombre de nos contemporains, d'où la tentation du repli sur des identités communautaires. La modernité a vu l'explosion de l'univers clos des sociétés anciennes, et ce processus n'est pas achevé. Si l'on veut combattre efficacement les dérives les plus réactionnaires, il faut prendre en compte l'inquiétude qui résulte de la diversité, et qui alimente le refus de la modernité et de la pluralité.

17°) Le tabou du christianisme et de l'islam à propos du travail de l'argent et son contournement

Le même tabou existe à l'origine dans l'islam et le christianisme sur le travail de l'argent, et le prêt à intérêt est assimilé à l'usure, raison pour laquelle, comme on sait, ce rôle était dévolu aux juifs au Moyen-Age. Mais il a donné lieu à des stratégies de contournement. Ainsi, comme l'a montré Jacques Le Goff dans *L'invention du purgatoire*, ce lieu entre enfer et paradis où l'on pouvait, comme son nom l'indique, purger sa peine, permettait aux agents des banques de travailler sans trop craindre pour leur salut à partir du XIIème siècle. Les banquiers qataris ont, eux, trouvé des procédures sophistiquées pour permettre à leurs clients d'emprunter et de prêter sans déroger à la *sharia*. Si l'Eglise catholique ne professe plus la même condamnation du prêt à intérêt, elle reste en grande partie hostile au libéralisme tant politique qu'économique, du moins pour certaines réformes sociétales, et quant au néolibéralisme qualifié de *capitalisme sauvage* par le pape actuel.

18°) Les liens des religieux conservateurs et du néolibéralisme

Cela n'empêche pas les catholiques conservateurs américains de s'allier aux néolibéraux,

comme les fondamentalistes protestants, ainsi que le montre **Juliette Grange** dans *Les néoconservateurs*. Ceux-ci dont le Ty Party n'est que la part émergée la plus populaire, défendent à la fois un rigorisme moral et un libéralisme intégral au plan économique. Ils font des émules en Europe, et en France particulièrement, tant dans l'Eglise que dans le monde politique: l'évêque de Toulon Mgr Rey a fait une tournée aux USA pour rencontrer notamment des télévangélistes; et Marion Mareschal, qu'il a invitée à la Sainte Baume, un lieu de pèlerinages provençal, affiche un catholicisme traditionnaliste et un libéralisme économique qu'elle vient de confirmer, en s'associant à la création d'un centre de formation pour de futures élites vraiment de droite. Par ailleurs le travail de l'anthropologue **Florence Bergeaud-Blackler sur le marché halal** montre que cette norme consumériste est coextensive au marché qu'elle a secrété autant qu'il l'a suscitée: les contraintes religieuses ont été acculées à se préciser par la demande des industriels, eux-mêmes tenus de s'y conformer. Et Aïssam Aït Yahya cite, à l'appui de sa critique de la démocratie, **l'économiste néolibéral Walter Lippmann**; d'après celui-ci "il n'existe pas l'ombre d'une raison de penser [...] que la somme des ignorances individuelles puisse produire une force continue capable de diriger les affaires publiques". Les néolibéraux, au contraire des libéraux classiques, ne sont pas les amis de la démocratie. On sait aussi, notamment depuis les travaux de Pierre Dardot et Christian Laval, que *le néolibéralisme n'est pas seulement un modèle économique, mais que c'est une culture*, et les religieux intégristes et fondamentalistes y ont leur place. *C'est pourquoi la prudence s'impose face aux revendications culturelles, qui peuvent relever de stratégies politiques visant à l'hégémonie idéologique*. Et la religion, dans son acception la plus rigoriste, est propre à servir ces stratégies, et se révèle tout à fait compatible avec le néolibéralisme mondialisé. **S. Bessis** le montre: "Les grands récits religieux actuels sont les meilleurs exemples de [l']intégration de la culture aux logiques du marché, ou plutôt de la transformation de la religion elle-même en marché mondialisé". Et elle cite **Olivier Roy**: "Pour qu'un produit soit accessible partout et au plus grand nombre, il faut qu'il soit standardisé [...] Dans le christianisme, ce sont toutes les formes d'évangélisme qui s'adaptent le mieux à cette nouvelle réalité [...] Dans l'islam, c'est le cas du salafisme. Les protestants et les salafistes sont très à l'aise dans la déterritorialisation." Le politiste Patrick Haenni parle d'un *islam de marché*, lié à de nouvelles évolutions sociologiques: conservatrices au plan religieux, les classes moyennes issues de l'immigration comme celles des pays musulmans ont adopté certaines des valeurs réputées "occidentales", consumérisme et individualisme en particulier, plus caractéristiques de la mondialisation néolibérale que de l'Occident démocratique.

19°) La riche tradition du rationalisme arabe ignorée par les rigoristes

On sait que la civilisation arabo-musulmane a été particulièrement brillante, en particulier du VIIIème et XIIème siècle sous les Ommeyyades et les Abbassides. En revanche les successeurs et parents du prophète qui lui avaient succédé immédiatement se sont déchirés dans des conflits dynastiques et sont morts assassinés. Une guerre civile oppose le fils du dernier d'entre eux, au premier des Ommeyyades, et sa mort en fait le saint fondateur du Shiisme. Ce conflit laisse un souvenir déterminant pour la pensée politique arabe, avec le concept de *fitna* signifiant la division, qui reste une crainte majeure encore aujourd'hui, liée au mythe de l'unité de *l'oumma*, la communauté musulmane mythique. Un déclin s'amorce à partir du XIIème siècle, amplifié au XVème, période qui voit l'émergence des royaumes chrétiens, avec notamment le déplacement des échanges commerciaux des routes de la soie vers le nord de l'Europe. Il est symptomatique qu'Aït Yahya cite les Almoravides et les Almohades pour évoquer la splendeur passée de cette civilisation. En effet ces dynasties berbères, si elles ont conquis et unifié l'Espagne et le Maghreb qu'elles dominent du XI au XIIIèmes siècles, ont instauré un régime religieux très sévère, surtout les seconds, et ce n'est pas sous leur règne que l'excellence scientifique et philosophique de l'Islam s'est illustrée (On se souvient du brûlement des livres d'Averroès). Ceux qu'il traite d'hérétiques en revanche étaient des rationalistes. En fait, l'islam à ses débuts a été beaucoup moins sectaire que le salafisme, qui prétend pourtant revenir aux origines. Le spécialiste de la philosophie politique en islam **Makram Abbès** montre que les musulmans à l'origine n'ont pas considéré la Coran comme un texte politique, au contraire des Frères dont la devise est "le Coran est notre constitution". Bien

mieux, l'autonomie du politique par rapport à la religion paraissait normale aux époques omeyyade et abasside. Les musulmans peuvent être fiers de ce que leur culture a apporté à la civilisation occidentale, à condition d'avoir une réelle connaissance de leur histoire. Et les européens doivent reconnaître cet apport, et pour cela réévaluer leur vision du Moyen-Age. Ainsi la reconnaissance de l'autre amène à reconsidérer sa propre histoire, sans évacuer les valeurs de la modernité ni celles des traditions religieuses. Mais ce n'est pas la logique qui prévaut actuellement.

20°) Le mise en cause de la notion d'universel et des droits de l'Homme

Sophie Bessis, qui a été vice-présidente de la FIDH, montre dans *La double impasse*, comment la défense universelle des droits de tout individu, quelle que soit sa culture, cède devant les revendications des pouvoirs religieux, (elle écrit "l'universel a cédé la place au mondial"). C'est confirmé par l'étude de **Jeanne Favret-Saada** *Jeux d'ombre sur la scène de l'ONU*: les pays où la religion musulmane est instrumentalisée par le pouvoir politique, ont obtenu la modification du langage de textes où l'*Alliance des civilisations* remplace les Droits de l'Homme, considérés propres à l'Occident. Si l'on doit saluer la réaction salutaire contre le *Choc des civilisations*, renoncer à la défense des droits individuels et laisser leur définition aux communautés culturelles et religieuses est non seulement risqué, mais illégitime du point de vue même du respect dû à la diversité des choix culturels des sujets: nul ne doit être inquiété ou stigmatisé en raison de son appartenance ethnique, religieuse ou genrée, cela fait partie de Droits de l'Homme.

Distinguer religion et politico-religieux

Il faut donc tenir compte de la diversité des traditions islamiques, liées en grande partie à la façon dont les arabes ont su s'approprier les savoirs et les compétences des peuples qu'ils ont conquis; c'est bien connu en ce qui concerne la philosophie grecque qu'ils ont partiellement transmise à l'Occident médiéval. Cela suppose une ouverture aux autres cultures qu'ils étaient capables d'intégrer sans s'y fondre, en gardant leur spécificité. Il doit être possible d'intégrer de même les diverses cultures au sein de l'universalité des Droits de l'Homme. Mais la tendance actuelle va dans le sens inverse: la mondialisation marchande a diffusé partout le capitalisme et les techniques d'origine européenne, tandis que les fondamentalismes enferment les droits humains dans la culture européenne. Et cela risque de nourrir des conflits: S. Bessis montre que "ces mouvances doivent aussi produire de la différence en s'appuyant sur des référentiels narratifs d'exclusion de l'autre, puisque leur pouvoir est assis sur de la solidarité identitaire permettant de tracer la frontière avec l'ennemi réel ou fabriqué." On retrouve la même logique dans les extrémismes religieux et les visions étroitement identitaires des cultures, avec les risques de fracture sociale et de conflits. C'est pourquoi la distinction s'impose entre les convictions religieuses, légitimes comme toute autre forme de conviction, et leur instrumentalisation à des fins de pouvoir.

Principaux textes cités (dans l'ordre où ils sont mentionnés)

- **Grégor Puppick**, "Les droits de l'homme, nouvelle religion d'Etat", in *Liberté Politique*, n°61, Paris, automne 2011.
- **Actes du Colloque de Toulon**, *La théorie du gender Vers une nouvelle identité sexuelle?* Publiés aux éditions Lethiéloux, Paris 2012, collection "L'observatoire sociopolitique du diocèse de Toulon", pour les interventions de Marguerite Peeters et Mélanie Douchy-Oudot, ainsi que l'interview de M. Peeters sur le site *Zenit* le 23/3/2008.
- **Encycliques pontificales**: Pie IX, *Quanta cura* et *Syllabus (sur les erreurs du naturalisme)*, 1864; Pie X, *Pascendi Domini Gregis (sur les erreurs modernistes)*, 1907, et Léon XIII, *Libertas Praestantissimus De libertate Humana (sur les erreurs du libéralisme)*, 1888, ainsi que *Rerum Novarum*, (littéralement "Des choses nouvelles", sur les révolutions du XIXème siècle), 1891.
- **François Huguenin**, *Histoire intellectuelle des droites*, éditions de la Table Ronde, Paris, 2006, et Perrin pour l'édition de poche, 2016. Voir aussi son interview par Charles-Henri d'Andigné "Ces catholiques qui ont fait la France", à propos de son livre *Les grandes figures catholiques de France*, Perrin, Paris, 2016, parue dans *Famille chrétienne*, n° 2019, du 24 au 30/9/16.
- **Thibaud Collin**, "Un combat idéologique Etre ou devenir" dans *Le Monde* du 07/02/14.
- "**Jean-Paul II antimoderne**", de Joël-Benoît d'Onorio, dans *Jean-Paul II Karol le Bienheureux*, n° hors série du *Figaro*, avril 2011.

- **Jean-François Colossimo**, "Nous demeurons aveuglés par les Lumières", interview publiée dans la magazine *La Vie* du 01/03/18, à propos de son livre *Aveuglement*, éditions du Cerf, Paris, 2018.
- **Déclarations** du représentant de la **République islamique d'Iran** devant l'Assemblée Générale de l'ONU en 1984, et de l'**Organisation de la Conférence islamique (OCI)** au Caire en 1990, citées par Jeanne Favret-Saada dans *Jeux d'ombre sur la scène de l'ONU Droits humains et laïcité*, éditions de l'Olivier, Paris, 2006.
- **Fascicule A toute femme musulmane**, édité par Daroussalam, distributeur international de livres islamiques, 2001 (32 pages, 1,50 euros).
- **Youssef Al Qaradawi**, *Le licite et l'illicite en Islam*, Alqalam, Paris, 2014.
- **Aïssam Aït Yahya**, *De l'idéologie islamique française Eloge d'une insoumission à la modernité*, éditions Nawa, Paris 2015, (troisième édition, la première est datée de 2011).
- **Hamed Abdel-Samad**, *Le fascisme islamique*, Grasset, Paris, 2014.
- **Sofiane Meziani**, *Petit manifeste contre la démocratie Pour une redéfinition de l'homme et de la société*, édité Les points sur les i, Paris, 2017
- **Florence Bergeaud Blackler**, *Le marché halal ou l'invention d'une tradition*, Seuil, Paris, 2017.
- **Sophie Bessis**, *La double impasse L'universel à l'épreuve des fondamentalismes religieux et marchand*, La Découverte, Paris, 2014.
- **Jeanne Favret-Saada**, *Jeux d'ombre sur la scène de l'ONU Droits humains et laïcité*, éd° de l'Olivier, Paris, 2010..
- **Juliette Grange**, *Les néoconservateurs*, Pocket/Agora, Paris, 2017.

Autres références

- **François-Xavier Bellamy**, *Les déshérités ou l'urgence de transmettre*, Plon, Paris, 2014, réédité en collection de poche "J'ai lu", 2016 (pour sa lecture de Descartes).
- **François Huguenin**, *Résister au libéralisme Les penseurs de la communauté*, éditions du CNRS, Paris, 2009; certains de ces penseurs nourrissent l'idéologie des néoconservateurs .
- **Liberté politique La nouvelle revue d'idées chrétiennes**, éditée chez Privat par l'Association pour la Fondation de Service Politique, quatre numéros par an; Guillaume de Thieuloy et Thibaud Collin appartiennent à son comité de rédaction; n° 31, automne 2005, "La loi de 1905 une question dépassée" (il s'agit de celle de sa révision, un temps envisagée); n° 37, été 2007, "L'Evangile est-il politique? Approches chrétiennes du libéralisme" (présentations de néoconservateurs américains, avec la traduction de l'un d'entre eux); et n°48, printemps 2010, "L'identité française".
- **Makram Abbès**, "L'art de gouverner en Islam" et "La pensée politique islamiste", entretiens réalisés dans *Esprit*, numéros 407 et 408, d'août/septembre et octobre 2014 (M. Abbès est professeur à l'ENS de Lyon et spécialiste de l'islam politique).
- **Aïssam Aït Yahya**, *Les origines chrétiennes d'une laïcité musulmane L'irja ou le chaînon manquant*, éd° Nawa, 2015 (deuxième édition).
- **Mohamed-Chérif Ferjani**, *Le politique et le religieux dans le champ islamique*, Fayard, Paris, 2005 (M-Ch. Ferjani est professeur honoraire à Lyon II; ancien prisonnier politique en Tunisie, membre fondateur de la section tunisienne d'Amnesty international); et "Langage politique de l'islam ou langage de l'islam politique?" dans *Les Temps modernes*, n°683, avril-juin 2015, "Dieu, l'islam et l'Etat".
- **Roland Gori**, *Un monde sans esprit La fabrique des terrorismes*, Les liens qui libèrent, Paris, 2017.
- **Patrick Haenni**, *L'islam de marché L'autre révolution conservatrice*, Seuil, "La République des idées", Paris, 2005.
- **Gilles Kepel**, *Le prophète et le pharaon*, La Découverte 1984, réédition en Folio histoire, Paris, 2012 (sur les rapports des Frères Musulmans et du pouvoir politique égyptien).
- **Daniel Lindenberg**, *Le procès des Lumières*, éditions du Seuil, Paris 2009.
- **K. Marx**, "L'opium du peuple", Introduction de *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, Mille et une nuit, Paris, 2013.
- **Nabil Mouline**, *Le califat Histoire politique de l'islam*, éd° Flammarion, collection Champs histoire, Paris, 2016.
- **Sabrina Mervin et Nabil Mouline** (dir.), *Islams politiques Courants, doctrines et idéologies*, CNRS éditions, Paris, 2017.
- **Olivier Roy**, *La sainte ignorance Le temps de la religion sans culture*, Seuil, Paris, 2008.
- **Michel Younès** (dir.), *Le fondamentalisme islamique Décryptage d'une logique*, Karthala, Paris, 2016.

Usuels et ouvrages introductifs sur la pensée médiévale

- **Ali Benmakhlouf**, *Pourquoi lire les philosophes arabes L'héritage oublié*, Albin Michel, Paris, 2015. et **Alain de Libéra**, *La philosophie médiévale*, Presses universitaires de France, Paris, 1993. La moitié du livre est consacrée aux philosophies arabe et juive.
- Les deux dictionnaires édités par R. Lafont dans la collection "Bouquins", *Le monde du catholicisme*, J.D. Durand et Cl. Prudhomme (Drs), 2017, et *Dictionnaire du Coran*, Mohammad Ali Amir-Moezzi (Dr), 2007.

